

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°320 DU JEUDI 21 MARS 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

ENTREPRENEURIAT

« Notre objectif c'est de faire une nouvelle ville » (Aliou Dieng, DG de Bangoura & Dieng, une agence foncière et immobilière)

P.3



Édito à vue d'Aigle

La balle dans le camp du Gouvernement Bah Oury

Après la dissolution du Gouvernement Goumou et la nomination de Bah Oury au poste de Premier ministre, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya a nommé le 13 mars dernier les 29 membres de la nouvelle équipe gouvernementale. C'était à travers un décret lu à la télévision nationale par le ministre secrétaire général et porte-parole de la Présidence de la République, le général Amara Camara... P.2

MOIS DE LA FEMME

P.4



Les confidences de Fatou Baldé Yansané

LIMOGEAGE DU DG DE L'EDG ET DE LA SONAP

P.5



"Le président doit aller au-delà..." (Alpha Bayo, MAOG)

DIFFICULTÉS DANS LA DESSERTE EN COURANT

P.7



Les précisions et révélations de l'ancien ministre Ibrahima Abé Sylla

CITÉ MINISTÉRIELLE DE DONKA

25 des 30 bâtiments entièrement achevés

P.11

CNT

P.2

Les 6 conseillers devant représenter la Guinée au parlement de la CEDEAO désormais connus

IMMOBILIER

P.7

BD inaugure son bureau flambant neuf à Ansoumania village, commune de Dubréka

Édito à vue d'aigle



La balle dans le camp du Gouvernement Bah Oury

Après la dissolution du Gouvernement Goumou et la nomination de Bah Oury au poste de Premier ministre, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya a nommé le 13 mars dernier les 29 membres de la nouvelle équipe gouvernementale. C'était à travers un décret lu à la télévision nationale par le ministre secrétaire général et porte-parole de la Présidence de la République, le général Amara Camara. Ce sont: ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (Yaya Kairaba kaba); ministère de la Défense Nationale (Aboubacar Sidiki Camara); ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (Ibrahima Kalil Condé); ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (Bachir Diallo); ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens Établis à l'Étranger (Dr Morissanda Kouyaté); ministère de l'Économie et des Finances (Mourana Soumah); ministère du Budget (Facinet Sylla); ministère du Plan et

de la Coopération Internationale (Ismaël Nabé); ministère du Travail et de la Fonction Publique (Faya François Bourouno); ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Madame Djami Diallo); ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Félix Lamah); ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures (Aboubacar Camara); ministère des Mines et de la Géologie (Bouna Sylla); ministère des Infrastructures et des Travaux Publics (Mahamadou Abdoulaye Diallo); ministère des Transports (Ousmane Gaoual Diallo et porte parole du gouvernement); ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique (Madame Rose Pola Pricemou); ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la Récupération des Domaines Spoliés de l'État (Mory Condé); ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime (Madame Fatima Camara); ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (Dr Diaka Sidibé); ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (Alpha Bacar Barry); ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation (Jean Paul Cedy); ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (Aminata Kaba); ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (Dr Oumar Diouhé Bah); ministère de l'Information et de la Communication (Fana Soumah); ministère de la Jeunesse et des Sports (Keamou Bogola Haba); ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables (Charlotte Daffé); ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat (Moussa Moïse Sylla); Secrétariat Général du Gouvernement (Benoît Kamano); Secrétariat Général aux Affaires Religieuses (Karamo Diawara). À ce jour, tous ces ministres dont 14 ayant appartenu à l'équipe Goumou ont été installés dans leurs fonctions lors des cérémonies présidées par le tout nouveau secrétaire général du Gouvernement. Les Guinéens attendent d'eux des solutions aux problèmes de tous ordres auxquels ils sont durement confrontés ces derniers temps. Comme on aime à le dire, la balle est dans leur camp.

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité, Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimerie

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Kéfina Diakité

CNT

Les 6 conseillers devant représenter la Guinée au parlement de la CEDEAO désormais connus

Le lundi 18 mars 2024, une plénière du Conseil National de la Transition (CNT) s'est tenue à l'hémicycle du Palais du Peuple de Conakry. À cette occasion, l'on a procédé à la présentation officielle des six conseillers nationaux devant représenter la Guinée au parlement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).



Fanta Conté, Bademaba Baldé

Saran Traoré, Général Abdoulaye Kéita,

Fatoumata Yèbè Bah et Sékou Doré sont les six conseillers nationaux qui sont appelés à représenter la Guinée au parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Au nom de ses collègues, Fanta Conté, a déclaré ceci : « nous sommes très heureux d'avoir été désignés pour représenter le CNT auprès du parlement de la CEDEAO. Nous remercions très sincèrement le président du CNT, Dr Dansa Kourouma et l'ensemble de nos collègues Conseillers nationaux qui ont approuvé les choix portés sur nos modestes personnes. Nous ferons en sorte pour mériter la confiance de nos collègues et de représenter dignement notre pays auprès de cette instance où tous les pays de la CEDEAO sont représentés... C'est au parlement

de la CEDEAO que se prennent les grandes décisions concernant la vie des nations, notamment les questions liées au respect des droits de l'homme, aux affaires politiques, et autres.»

Il a été également évoqué lors de cette plénière le cas de l'honorable Fatima Camara, qui vient d'être nommée au poste de ministre de la Pêche et de l'Économie Maritime dans le gouvernement Bah Oury. La promue a reçu des témoignages émouvants de la part du président du CNT, Dr Dansa Kourouma et d'autres conseillers nationaux.

«Je quitte le pouvoir législatif pour celui exécutif. Cela n'a rien d'impact négatif sur ma détermination à servir loyalement mon pays », a laissé entendre Fatima Camara.

Kéfina Diakité

INTERVIEW

ENTREPRENEURIAT

« Notre objectif c'est de faire une nouvelle ville » (Aliou Dieng, DG de B2D, une agence foncière et immobilière)

Aliou Dieng, un jeune au parcours inspirant, est en train de déposer peu à peu sa marque dans le paysage de l'entrepreneuriat. Aujourd'hui, il est Directeur Général de BD, une entreprise évoluant dans le foncier et l'immobilier sur tout le territoire national. Son expertise n'est plus à démontrer au public guinéen puisqu'il est devenu un grand concurrent sur le marché national à travers son entreprise. Son rêve est immense. Il veut participer à la construction d'une nouvelle ville guinéenne, ce qui est une vision des autorités actuelles. Quels sont ses projets, ses intentions et comment ce rêve peut-il devenir réalité ? La trentaine a livré son secret à votre hebdomadaire dans cet entretien exclusif.

L'Aigleinfos : Vous êtes l'un des patrons de BD qui est l'entreprise immobilière en charge de la construction des bâtiments de l'Etat à Ansoumania, commune de Dubréka. Parlez-nous de votre parcours jusqu'à la mise en place de cette entreprise ?

Aliou Dieng : J'ai eu cette inspiration depuis que j'avais seize ans. En ce moment, je me suis lancé dans les affaires et j'ai ouvert ma toute première boutique. Et aujourd'hui, BD est le fruit d'une très longue année parce que laissez-moi vous dire que depuis 2009 j'ai ouvert ma première entreprise à l'âge de vingt-deux ans. Depuis toujours c'est ce que je fais, je suis le chemin et sais où je voulais aller.

L'Aigleinfos : Aujourd'hui vous créez une agence immobilière. Dites-nous est-ce que c'est ce que vous avez fait pendant vos études supérieures à l'université et qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer dans un tel projet ?

Aliou Dieng : J'ai fait management des unités commerciales à l'université, et comme je vous l'ai dit j'ai toujours l'idée d'entreprendre. A seize ans en 2002, j'ai bâti ma propre boutique et je l'ai transformée en télécabine et



quand je partais pour des vacances en France, avec mon argent de poche offert par mes parents, me permettaient d'acheter des chaussures et de jeans ici que j'y revendais « rire », au retour je prenais 3 à 4 téléphones que je revendais à mon père et à ses amis. Ma mère, préoccupée et inquiète pour la suite de mes études universitaires, m'a fait arrêter ce business. De retour en Guinée en 2009, j'ai ouvert un restaurant Magnum, et une entreprise d'imprimerie « AeasyPrint » puis Aesy Fish

(pêche & distribution), Orpailleur, et copropriétaire de deux carrières de granit et de sable à Boké. C'est pour vous dire que ce n'est que fruit d'un long parcours d'entrepreneuriat avant de me retrouver dans la promotion immobilière.

L'Aigleinfos : Le secteur de l'immobilier dans lequel vous vous êtes lancé refoule assez de monde aujourd'hui. Quelle différence comptez-vous créer dans ce domaine ?

L'Aigleinfos : Le secteur de l'immobilier dans lequel vous vous êtes lancé refoule assez de monde aujourd'hui. Quelle différence comptez-vous créer dans ce domaine ?

L'Aigleinfos : L'espace qui abrite votre bureau est en chantier. Quelle est la démarche à suivre pour se procurer une des maisons que vous construisez ?

Aliou Dieng : Pour moi,

quand on veut faire de bonnes choses il faut viser très loin. Donc je veux que mes réalisations répondent aux standards internationaux pour viser très loin. Et comme je le dis souvent, la Guinée n'est pas un pays sur une autre planète. Et personne ne peut développer ce pays plus que nous. Quand vous partez au Sénégal, en Côte d'Ivoire, vous avez du plaisir à vous promener dans leurs ruelles à cause de leur urbanisation, et il y a une nouvelle dynamique qui répond aujourd'hui à ce que nous voulons être. Donc ce projet est à l'image des standards internationaux. Nous avons fait des études environnementales qu'on est en train de respecter au niveau de l'Habitat et au niveau de la sécurisation foncière. On a fait des VRD Constructifs. Vous avez vu les caniveaux, les bordures, le remblai, le bornage, les cocotiers, et c'est ce qui fait un peu la particularité. Et sommes sur les installations de bonne fluidité hydrique, électrique, l'aménagement prendra en compte la gestion des eaux usées et des déchets ménagers.

L'Aigleinfos : L'espace qui abrite votre bureau est en chantier. Quelle est la démarche à suivre pour se procurer une des maisons que vous construisez ?

Aliou Dieng : On fait du développement et notre objectif c'est de faire une nouvelle ville. Ici, nous sommes sur 167 hectares qui s'étendent jusqu'à Sonfonia. Et nous on fait la promotion foncière c'est-à-dire vendre des terres et des maisons.

L'Aigleinfos : La passion du défi, c'est votre slogan. Qu'est-ce que vous voulez exprimer par-là ?

Aliou Dieng : Tout ce dont j'ai rêvé dans ma vie c'est de faire des choses en grand et relever des grands défis. Et c'est ce que mes collaborateurs m'ont toujours dit, je me bats pour ça, et ça a toujours été mon propre slogan. J'ai un associé qui me soutient et m'accompagne de façon remarquable, c'est mon aîné et mon coach.

L'Aigleinfos : Jusqu'où comptez-vous aller avec ce projet ?

Aliou Dieng : Engagé pour l'atteinte de nos résultats si DIEU le veut.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Aliou Dieng, Directeur Général de BD, une entreprise qui évolue dans la promotion foncière et immobilière.

Aliou Dieng : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

AFFAIRE NABAYAGATE

Les 200 milliards gnf revus à la baisse

Les débats dans l'affaire des 200 milliards de francs connue sous le nom de Nabayagate se sont poursuivis le lundi 18 mars 2024, par devant la chambre spéciale de contrôle de l'instruction de la cour de répression des infractions économiques et financières (Crief). Ils ont par la suite été renvoyés au 25 mars prochain.

Pour rappel, Nabayagate c'est cette affaire de détournement pour laquelle la CRIEF a poursuivi des dignitaires et cadres du régime déchu le 5

septembre 2021: Zenab Nabaya Dramé (en fuite), Tibou Kamara, Ismaël Dioubaté et Evelyne Fola Mansaré. Les débats dans ladite affaire se sont poursuivis le lundi 18 mars 2024, par devant la chambre spéciale de contrôle de l'instruction de la cour de répression des infractions économiques et financières (Crief). Ils ont par la suite été renvoyés au 25 mars prochain.

Au sortir de l'audience, Me Dinah Sampil, l'un des avocats de dame Zenab Nabaya

Dramé, a confié ceci: «je précise que l'ordonnance de renvoi n'a retenu que 28 milliards au lieu de 200 milliards gnf. Et la différence-là qu'est ce qu'on en a fait? Est-ce que c'était une exagération expresse et volontaire pour nuire à notre cliente ou alors c'étaient des affirmations simples. Nous allons examiner devant la chambre spéciale est-ce que les 28 milliards finalement retenus sont également fondés? Il se trouve que dans l'ordonnance qui renvoie ma

cliente devant la chambre de jugement a fait abstraction de ses passages au ministère de la Pêche et au ministère de la Santé en tant que Daf pour se concentrer uniquement au niveau du ministère de l'Enseignement technique. Et là aussi, on attribue les 28 milliards comme frais d'organisation des examens de sortie de l'année 2020 qui se sont tenus dans les meilleures conditions et ayant abouti à de meilleurs résultats»

C'est en février 2022 que Tibou Kamara (ex-ministre de

l'Industrie et des PME), Ismaël Dioubaté (ex-ministre du Budget), Zenab Dramé alias Zenab Nabaya (ex-ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle), Evelyne Fola Mansaré (ex-DAF du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle) ont été inculpés pour des faits présumés de détournement portant sur un montant de plus de 200 milliards de francs guinéens.

Kaba Kankoula

INTERVIEW

MOIS DE LA FEMME

Les confidences de Fatou Baldé Yansané

En plus des droits qu'elles réclament, le mois de mars est surtout une occasion pour la gent féminine de faire parler son cœur. Dans la ferveur de ce mois consacré entièrement à la cause de la femme, notre rédaction est allée à la rencontre de Mme Fatou Baldé Yansané, une femme intellectuelle et présidente de l'ONG Femmes Leaders. Pour elle, les femmes guinéennes sont capables mais elles ont peu de chance devant le système politique qui gère le pays.

L'Aigleinfos : *Nous sommes toujours en mars, un mois qui est consacré aux femmes, comment il devrait être marqué ou quelle est votre appréciation de ce mois ?*

Fatou Baldé : Si on consacre le 08 mars à la célébration des droits de la femme, c'est pour attirer l'attention des décideurs à adopter des politiques de plus sensibles au genre, l'équité puis mettre en place des mécanismes permettant aux femmes de s'épanouir sinon, chaque jour devrait être le jour de la femme parce que vous ne pouvez pas négliger plus de la moitié d'un pays ou du monde et espérer prendre le chemin du développement. Cette journée devrait être aussi mise à profit de faire le bilan de ce qui a été acquis pour les femmes, ce qui reste à accomplir, des perspectives pour leur permettre d'atteindre l'autonomie.

L'Aigleinfos : *Egalité de sexe, cela a toujours été prôné. Pensez-vous que ça peut être une réalité ?*

Fatou Baldé : Vous savez, le concept veut dire « égalité de chance, équité de genre ». Égalité de chance doit être quelque chose de consacré parce que c'est permettre à chaque enfant indépendamment de son sexe ou de sa race qu'il puisse accéder aux mêmes opportunités et possibilités de



façon égale. C'est ce qui fait défaut lorsque la petite fille est sortie de l'école pour être mariée, lorsqu'elle est excisée. C'est une forme d'injustice qui crée les inégalités. Si à la déclaration universelle des droits de l'Homme on dit que tous les hommes naissent égaux en droit et en dignité, dans la marche des peuples, le fossé se creuse. Certains continuent cette marche en conservant tous les droits, d'autres ne bougent même pas et il y en a qui viennent jusqu'à mi-chemin. C'est ce qui crée les inégalités donc il faut dire que l'inégalité c'est un combat permanent et ponctuel, et il n'y a pas d'acquis parce que les acquis peuvent être compromis

du jour au lendemain.

L'Aigleinfos : *En parlant de chez nous la Guinée, on entend trop de promesses dans les discours, des engagements mais pourquoi ce combat ne porte pas fruit ou alors c'est parce qu'il n'y a pas de femmes intellectuelles ou capables ?*

Fatou Baldé : Il y a suffisamment de femmes intellectuelles en Guinée et il y en a qui sont capables mais le problème est que l'orthodoxie ne rime pas avec la manière de nommer et les modalités d'accès aux postes de nomination avec les détenteurs d'actes nominatifs, il est très difficile pour une

femme de se soumettre à cet exercice.

L'Aigleinfos : *Qu'est-ce que vous voulez nous dire par là ?*

Fatou Baldé : Ici, on ne nomme pas souvent des gens par compétence c'est par leur capacité à faire de la démagogie, vendre leur dignité pour obtenir un poste, des méthodes détournées ou payées pour être nommée, et qui sait que pour des postes là, il faut démarcher la nuit ? Une femme mariée qui a des enfants, est-ce qu'elle peut quitter son mari pour aller au palais présidentiel pour rencontrer le Président pour lui demander poste, c'est très difficile. Lorsque le pays sera géré correctement, peut-être que les femmes compétentes auront leur place mais d'ici là, tout dépendra de la volonté politique.

L'Aigleinfos : *En ce moment, des négociations sont en cours entre le mouvement syndical et les autorités guinéennes notamment sur la question des denrées alimentaires même si certains produits de grande consommation ont connu une diminution, et c'est surtout les femmes qui payent les frais en ce mois saint de Carême et Ramadan. Comment vous voyez tout cela ?*

Fatou Baldé : Certes l'Etat a fait des efforts qui ne sont pas suffisants pour répondre à la

demande sociale, le mieux c'est de continuer cette négociation pour arriver au juste milieu afin d'éviter à notre pays des crises récurrentes devenues même notre quotidien, ça n'aide pas un pays à avancer. On dit que la vie est dure, d'accord mais on ne voit rien pour réduire le train de vie du gouvernement, certains budgets qui ne sont pas forcément les plus essentiels. Il faut aussi pousser les gens à aller vers l'agriculture et on dit que la Guinée châteaue d'Afrique de l'Ouest nous n'avons pas la possibilité de nourrir notre population. Vous savez le développement est global et interdépendant. Lorsque vous produisez en rase campagne et que vous n'avez pas de route pour les acheminer ça va se gâter. Et s'il y a de route mais il n'y a pas de plaines à aménager ça ne marche pas. Il faudrait que l'Etat voie les choses dans la durabilité, pas des projets sporadiques et populistes qui au bout de deux ou trois ans tombent à l'eau. Et c'est là où le ministère du Plan a un grand rôle à jouer, planifier le développement de façon à ce que ce plan se dérouté sur la durée.

L'Aigleinfos : *Merci à vous Madame Fatou Baldé Yansané !*

Fatou Baldé : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

AN 40 DE LA DISPARITION DE SÉKOU TOURÉ

Le Kantiyah de Faranah annonce la lecture du Saint Coran, des prières et des bénédictions

A la faveur d'un point de presse qu'il a animé, le samedi 16 mars 2024, à la maison commune des journalistes, le Kantiyah de Faranah a fait une déclaration pour annoncer la commémoration de l'An 40 de la disparition du président Ahmed Sékou Touré, le père de l'indépendance guinéenne. «L'Amicale des ressortissants, parents, sympathisants, amis et connaissances de Faranah

en collaboration avec le Kantiyah de la même localité organise le mardi, 26 mars 2024 la célébration du quarantième anniversaire du rappel à Dieu le Tout-Puissant et le très miséricordieux du premier président de la Guinée indépendante le Camarade Ahmed Sékou Touré, décédé le 26 mars 1984 à Cleveland aux Etats-Unis d'Amérique des suites d'une crise cardiovasculaire.

Première du genre, cette cérémonie commémorative est placée sous la haute autorité du CNRD (Comité National du Rassemblement pour le Développement), de son gouvernement et singulièrement de son Président le Général de corps d'Armée, Mamadi Doumbouya. Elle sera marquée par une lecture du Saint Coran, des prières et des bénédictions pour le repos de l'âme de

l'illustre disparu. Des prières et bénédictions seront également dites pour la prospérité et la quiétude en Guinée. En organisant ce quarantième anniversaire, le Kantiyah de Faranah voudrait rendre un vibrant hommage au père de l'indépendance guinéenne pour les énormes efforts rendus à son pays ainsi qu'à l'Afrique tout entière: tant dans la lutte syndicale que dans sa lutte politique pour la décolonisation

de l'Afrique. Notre ambition surtout, c'est de rétablir la vérité des faits et pour le faire, l'histoire de la Guinée ne doit nullement être falsifiée, nous a confié un sage», a lu Mohamed Sita Cissé, coordinateur du Kantiyah de Faranah. À rappeler que feu Ahmed Sékou Touré a présidé aux destinées de la Guinée pendant 26 ans, avec un bilan qui continue de faire l'objet de controverses dans le pays.

Mamadou Oury



LIMOGEAGE DU DG DE L'EDG ET DE LA SONAP

«Le président doit aller au-delà...»

(Alpha Bayo, MAOG)

C'est un véritable coup de balai intervenu dans l'administration publique. Le président de la transition a limogé les Directeurs généraux de la Société de l'Electricité de Guinée et celui de la Société Nationale des Pétroles pour des motifs non avoués. Dans l'opinion, certains parlent d'incapacité de performance pour l'un et d'autres évoquent un présumé cas de détournement de fonds publics pour l'autre. Mais quel regard porte la société civile sur cette décision du Général Mamadi Doumbouya. Alpha Bayo, coordinateur national de la Maison des Associations des ONG de Guinée s'est exprimé sur ce sujet.

L' Aigleinfos : Le président de la transition a révoqué de leurs fonctions, le Directeur Général de l'EDG et celui de la SONAP pour des raisons non avouées. En tant qu'acteur de la société civile, comment avez-vous réagi à ce décret ?

Alpha Bayo : Vous savez le décret du président relève de son pouvoir discrétionnaire. Donc il nomme qui il veut à n'importe quel poste et par conséquent, ces directeurs généraux et leurs adjoints ont quand même géré des responsabilités même si les véritables raisons de leur limogeage ne sont pas connues. Mais qu'à cela ne tienne, ils ont été remerciés soit par incompetence, faute de résultat ou détournement de fonds. Mais il est important de dire que la plupart de ceux qui occupent les postes de responsabilité sont mouillés dans la corruption. Je cois que le président de la transition doit aller au-delà parce qu'il y a d'autres directeurs qui sont dans les viseurs.

L'Aigleinfos : En parlant du DG de la SONAP qui, à un moment donné, des soupçons de détournement de fonds tournaient autour de lui. Certains l'accusent d'avoir acheté une villa aux Etats-Unis et d'autres qui pensent qu'il serait impliqué dans des malversations financières. Au moins est-ce que cela vous soulage après tant de dénonciations dans les médias ?

Alpha Bayo : Bien sûr que oui. Quand quelqu'un est nommé c'est pour une mission bien précise et si l'objectif n'est pas atteint ou si la personne fait autre chose que ses attributions, on doit le limoger. Nous du côté de la société civile, nous avons apprécié puisqu'en réalité, il y a pas mal d'exemples de contrats de gré à gré qui caractérisent l'administration publique, et nous pensons que c'est une décision salutaire.

L'Aigleinfos : On apprend déjà que le dossier de Amadou Doumbouya,



désormais ancien Directeur Général de la SONAP est à la CRIEF suite aux dénonciations de détournement d'un certain Alsény Farinta, et l'institution créée contre les crimes économiques dit avoir trouvé matière à poursuivre. Un bon avertissement pour les autres ?

Alpha Bayo : La création de la CRIEF, c'est une mesure dissuasive. Donc le fait de limoger Monsieur Amadou Doumbouya, nous, on l'avait réclamé depuis longtemps puisque sa gestion était douteuse, et après tout ce que nous avons vu, nous avons demandé au Président de le limoger. Heureusement on a été entendu.

L'Aigleinfos : Ce fouet de limogeage a aussi frappé le Directeur Général de l'EDG. Mais si c'est par rapport au délestage, le Premier ministre lui-même a soutenu devant les médias que cette desserte est liée en grande partie à l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Coronthie, au manque d'eau dans nos barrages hydroélectriques. Une situation dont il n'est pas responsable. Est-ce que cela lui valait son poste ?

Alpha Bayo : Bien sûr, vous savez il y a ce qu'on appelle le principe de non régression. Avant qu'il ne soit là, il y avait une desserte normale en

électricité mais depuis un bon moment, c'est catastrophique. Nous ne disons pas qu'il est responsable mais il en est en grande partie et être à la tête d'une direction c'est prévoir. On lui avait dit puisqu'à chaque fois il y a des émeutes partout à cause du manque du courant électrique, nous avons demandé son limogeage pour

incompétence pure et simple ainsi que celui de son adjoint.

L'Aigleinfos : Pensez-vous que la plaie est cicatrisée alors que le problème de courant demeure toujours ?

Alpha Bayo : La solution, c'est de nommer quelqu'un qui a des compétences avérées dans ce domaine et mettre des moyens à disposition pour

l'aider à régler le problème.

L'Aigleinfos : N'est-ce pas un paradoxe quand on dit que la Guinée est le château d'Afrique de l'Ouest alors que nous avons de la peine à fournir de l'électricité dans la capitale et pourtant on était censé en donner aux pays voisins ?

Alpha Bayo : C'est un véritable paradoxe parce qu'avec de l'eau, des ressources naturelles mais en manque de fournir de l'eau à notre population et il y a même certains quartiers qui ont fait trois mois sans avoir d'eau dans leurs robinets. Il faut dire aux autorités de prendre cette question avec beaucoup de responsabilités pour qu'on puisse en finir avec cette question.

L'Aigleinfos : Merci à vous M. Alpha Bayo, coordinateur national de la MAOG !

Alpha Bayo : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba.D

GOUVERNEMENT

Bah Oury préside son premier Conseil interministériel

La nouvelle équipe gouvernementale dirigée par Bah Oury a tenu son tout premier Conseil interministériel le mardi 19 mars 2024, soit un mois jour pour jour après la dissolution fracassante du Gouvernement Goumou.

Le Gouvernement BAH Oury comprend 29 membres (23 hommes et 6 femmes) nommés le 13 mars par le président de la transition, le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya. Les nouveaux ministres et ceux reconduits (au nombre de 14) ont tous été installés dans leurs fonctions lors des cérémonies présidées par le ministre secrétaire général du Gouvernement, Benoît Kamano. Le mardi 19 mars 2024, la toute première session

ordinaire du conseil interministériel s'est tenue de 12h à 14h sous l'égide du nouveau locataire du palais de la Colombe, Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury, soit un mois jour pour jour après la dissolution fracassante du Gouvernement Goumou. Ils auront la mission principale de conduire les politiques sectorielles publiques du pays, avec notamment la poursuite des réformes dans la transparence

et l'inclusivité pour produire rapidement des résultats. Et Dieu seul sait que les urgences sont nombreuses actuellement en Guinée: crise dans le secteur énergétique, crise sociale avec le mouvement syndical, cherté des produits de grande consommation, quasi-impasse dans l'organisation des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils.

Mamadou Oury

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

DIFFICULTÉS DANS LA DESSERTTE EN COURANT

Les précisions et révélations de l'ancien ministre Ibrahima Abé Sylla

Le lundi 18 mars 2024, Ibrahima Abé Sylla, ancien ministre de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, a été invité dans l'émission «Les GG» d'Espace FM. Il a mis l'occasion à profit pour se prononcer sur les problèmes liés



«Le test fait à Labé et à Mali était complètement achevé et pouvait ravitailler tout le Fouta. En Base Côte, même chose parce qu'on avait déjà fini Boké et tous ses environs. Aujourd'hui en termes de solutions il faut redémarrer la centrale thermique K3 de Kaloum qui a 40 mégawatts. Si les autres centrales telle que K1, K2 ainsi que Kipé, on peut s'en passer sans ce bateau central thermique. Parce qu'en termes de coût, on ne peut pas comparer parce ces centrales appartiennent à l'État et il suffit juste de chercher le carburant. Et ce qu'il faut retenir, c'est que cette crise est provoquée pour juste faire venir le bateau qui sera très coûteux pour le pays... Pendant mon temps passé à la tête de ce département, ce bateau coûtait 8 millions de dollars par mois. Et ça c'est trop quand

vous regardez le budget guinéen. Et tout ça, c'est parce qu'ils avaient arrêté deux autres centrales qui appartenait à l'État, Kaloum 1 et 3 parce que tout simplement il y avait des petites choses à réparer. À notre arrivée, on a pu redémarrer et ça donnait bien. Cela a donc permis de donner la force réelle en stabilisant non seulement le réseau, mais ça pouvait produire pas mal aussi d'énergie jusqu'à 30 à 35 mégawatts. Ceci dit, l'ensemble de ces productions était de telle sorte que l'on pouvait couvrir l'ensemble des besoins du Gouvernement et de l'État guinéen», a fait savoir Ibrahima Abé Sylla.

Parlant de la situation particulière de Kindia, le président du parti NGR a fait part de son étonnement.

«La situation de Kindia m'a étonné, le fait d'avoir entendu dire qu'ils sont en manque de production d'énergie. C'est pourquoi tout ça reste à vérifier parce qu'on avait lancé le problème de réhabilitation des deux ou trois petits barrages, (Kinkon, Banéa, Garafiri). Normalement ça devrait suffire pour cette région, parce qu'au de-là ils sont sur la ligne 110 qui va jusqu'à Mamou. C'était stupide à mon arrivée à la tête de ce ministère, d'avoir un bateau alors que tu as suffisamment de production sur place. Cela m'a mis mal à l'aise et il fallait faire partir ce bateau parce c'était également émaillé de fraude depuis la conception du contrat. Ce qui était fuselé était trop quand on a fait des calculs», indique Ibrahima Abé Sylla.

Kéfina Diakité

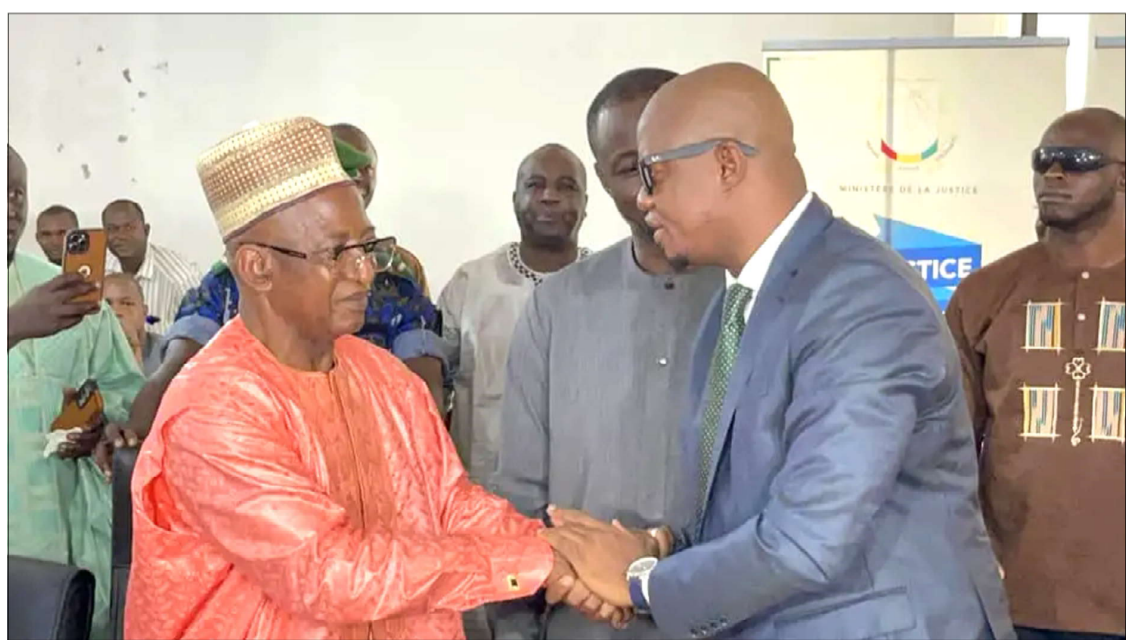
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Yaya Kairaba Kaba aux commandes

Le vendredi 15 mars 2024, au ministère de la Justice et des Droits de l'homme, Alphonse Charles Wright a cédé son fauteuil à Yaya Kairaba Kaba. C'était au cours d'une cérémonie de passation présidée par le tout nouveau Secrétaire Général du Gouvernement, Benoît Kamano.

Dans son intervention de circonstance, le ministre sortant, Alphonse Charles Wright, s'est adressé à son successeur en ces termes: «Cher doyen, vous pouvez être convaincu d'une chose et être rassuré davantage que je reste et demeure à votre entière disposition pour tout besoin, pour toute mesure d'accompagnement. Je crois que vous méritez, vous êtes de la maison. Il sera mieux que je vous prodigue des conseils : le tout premier conseil, c'est de vous dire d'être très courageux. Ça signifie tout simplement assumer la plénitude de vos fonctions. Il faut avoir le courage de le faire. Parce que quand vous décidez de lutter contre ça, votre vie ne sera pas épargnée. Je vous prie de ne jamais trahir la vision du patron. Il tient à la justice. Il faut avoir le courage de dire NON quand c'est nécessaire de protéger l'institution judiciaire. Doyen, ne fermez jamais votre porte aux magistrats»

Quant au ministre entrant, Yaya Kairaba Kaba, il a déclaré ceci: «Je veux parler de l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous; de la garantie de l'indépendance et de la recevabilité du pouvoir judiciaire; du renforcement, de l'efficacité et de la performance des institutions judiciaires et pénitentiaires; de la jouissance effective des droits de l'homme pour tous. Au titre de l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous, mes priorités seront entre autres: la continuité du procès des événements du 28 septembre 2009 et la mise en place d'un fonds spécial d'indemnisation des victimes, l'opérationnalisation du fonds d'aide juridictionnelle pour les plus démunis de notre pays et l'opérationnalisation de l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués...La jouissance effective des droits de l'homme pour tous est le quatrième grand axe d'intervention. Sous cet axe aussi sensible et fondamental, les services



seront attelés tout d'abord à l'humanisation des conditions de détention dans les établissements pénitentiaires puis le respect des obligations contenues dans les traités et conventions dont la Guinée est partie en matière de droits de l'homme...Je voudrais insister sur le fait que la justice ne doit pas se rendre dans la rue ni sur les réseaux sociaux, ni dans les médias. L'honneur

des hommes et des femmes pas plus d'aujourd'hui qu'hier ne mérite d'être jeté en pâture. Le ministère de la Justice et des Droits de l'homme veillera à ce que ces pratiques qui touchent à la dignité des personnes soient systématiquement poursuivies et sévèrement punies. L'atteinte de ces objectifs appelle nécessairement la participation active de chaque

cadre du ministère. Sur cela, je sais pouvoir compter sur l'engagement et la loyauté de chacun pour l'atteinte les objectifs qui nous sont ainsi assignés par monsieur le Premier ministre à travers les orientations stratégiques du général de corps d'armée Mamadi Doumbouya»

Kaba Kankoula

IMMOBILIER

BD inaugure son bureau flambant neuf à Ansoumania village, commune de Dubréka

L'agence immobilière Bangoura et Dieng (BD) a inauguré sa direction générale le dimanche 17 mars 2024 à Ansoumania Village dans la commune de Dubréka. C'est un bâtiment de cinq pièces, composé d'une salle d'accueil, d'une salle technique, d'une salle de conférence, d'une toilette, du bureau du Directeur Général.

La cérémonie a démarré par des prières et bénédiction des sages de la localité, et a connu la présence des fils de la préfecture de Dinguiraye, du Ministère des Affaires Etrangères et des Guinéens établis à l'Etranger, celui de l'Habitat et de l'Urbanisme, d'un membre du Conseil National de la transition.

C'est un rêve devenu aujourd'hui réalité pour le jeune entrepreneur Aliou Dieng. Amoureux de l'entrepreneuriat depuis tout petit, ce jeune ressortissant de la préfecture de Dinguiraye a décidé de prendre son destin en mains. Officiellement, il a ouvert son bureau immobilier Bangoura et Dieng (BD) à Ansoumania, une localité située dans le grand Conakry, relevant de Dubréka. La vision de l'entreprise est de participer à la construction d'une nouvelle ville. Une initiative de l'actuel Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, Mory Condé.

« Nous sommes détenteurs d'un titre foncier de 167 hectares dans la zone de Ansoumania village. Aujourd'hui on est là par rapport à l'inauguration de la direction générale de BD qu'on a aménagée sur le site avec le début de construction des maisons témoins de trois villas. La première phase du projet est de vingt hectares qui font 280 parcelles réparties en zone commerciale et résidentielle. La zone résidentielle ce sont des villas R+ 1 et la zone commerciale ce sont des villas de R+4 avec suffisamment



d'équipements où il y a un marché local, un centre commercial... On reste dans la vision de l'Habitat 2024 qui cherche aujourd'hui à moderniser le côté urbanisme de Conakry. Nous avons des quartiers qui sont assez précaires et nous aujourd'hui nous sommes en train de faire une nouvelle ville qui répond aux standards internationaux pour que la Guinée soit à l'image du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, ... », a affirmé Aliou Dieng, directeur général de BD.

L'initiative est saluée par le représentant du Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'Etranger. Selon Mamadou Saïtine Barry, ce projet cadre bien avec leur la vision de leur département.

« Il vous souviendra que le département des Affaires étrangères que j'ai l'honneur de représenter ici a signé une convention dans le cadre de l'accompagnement de notre diaspora dans le

cadre de la prise en charge de leur besoin, leur situation par rapport aux logements sociaux. Donc pour nous, c'est une œuvre qui nous intéresse à plus d'un titre à partir du moment où la diaspora est toujours préoccupée à avoir un abri. Comme vous le savez dans le passé, ils ont

partagé par le Conseiller du CNT, Mamadou Thug, fils de Dinguiraye. L'humoriste salue le fait que ce projet soit porté par un national évoluant au pays.

« Je suis très heureux de la confiance de la première autorité, le Général de corps d'armée, Mamadi



toujours investi sans avoir un résultat, nous espérons avec cette convention avec BD nous pourrions désormais gérer notre diaspora à obtenir un toit pour chaque citoyen qui le désire », a exprimé le directeur général des Guinéens établis à l'Etranger.

Le plaisir est également

relève un défi. Et ce défi, c'est de pouvoir loger les Guinéens. Ils ont un bureau de haut standing et les plans que nous avons vus prouvent à suffisance qu'il a de la matière et quelque chose de bien qui se projette avec cette entreprise », a-t-il espéré.

Abass Diallo a porté la voix du bureau des ressortissants de Dinguiraye à cette cérémonie. Il a félicité les initiateurs de ce projet et ensuite encouragé les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat pour réduire le chômage.

« Nous voulons que tous les jeunes de la Guinée font comme celui-ci et comme ça, ça réduit le chômage parce que l'Etat ne peut pas employer tout le monde. Mais en fonction de ces réalisations, on peut parler de la diminution du chômage », a lancé ce sage.

Doumbouya et du Ministère de l'Habitat de porter confiance à cette entreprise pour des villas dans la prochaine commune de Kagbélen. S'ils réussissent, ça permettra à chaque Guinéen d'avoir un toit. Je félicite aussi la famille Dieng qui a su élever un jeune qui aujourd'hui, qui

L'évènement a pris fin par le partage de viande de bœuf et du riz aux hommes et femmes qui ont pris part à la cérémonie d'inauguration de la direction générale de l'entreprise BD.

Samuel Demba. D

Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

La requalification des faits au centre des débats

Le 18 mars 2024, à la reprise du procès des événements tragiques du 28 septembre 2009, la requalification des faits requise deux semaines plus tôt par le ministère public a donné lieu à des débats houleux au tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la cour d'appel de Conakry.



Pour Me Paul Yomba Kourouma, avocat de la défense, la proposition de requalification des faits est une déception, un retour à

la case départ après des investissements et des efforts déjà consentis. « On vient nous dire de requalifier les faits. C'est à dire d'abord que c'est un

crime économique qui est en train d'être commis. Avec tout ce qui a été fait ici, tous les investissements, toutes les forces d'ordre et de sécurité qui sont là et tous

les magistrats qui sont logés. On nous dit de revenir à la case départ. C'est une déception...Le tribunal est constitué d'une grande densité, d'un grand potentiel intellectuel. Ils vont s'abreuver sur ce que nous avons dit. Et seule la loi sera appliquée, or nous sommes dans un procès à connotation nationale et internationale, qui a dépassé les limites de l'Afrique. Le monde entier s'est déjà fait une intelligence de cette affaire. C'est le tribunal à la barre...»

Et comme il fallait s'y attendre, Me Alpha Amadou DS Bah, avocat de la partie civile, a balayé les arguments développés par la défense.

«Nous espérons que cette demande va être accueillie favorablement par le tribunal afin que ceux qui doutaient un peu ou qui avaient une

petite porte de sortie dans cette affaire, puissent condamner parce que, l'objectif, c'est de mettre fin à l'impunité et surtout ratisser large parce que, depuis le début de cette affaire, vous avez constaté la mauvaise foi des accusés qui ont indiqué n'avoir pas été au stade, mais nous savons tous que les bérets rouges qui ont quitté le camp Alpha Yaya, et qui se sont dirigés pour cette expédition punitive, étaient sur les ordres du capitaine Moussa Dadis Camara. Donc nous, nous n'avons aucune crainte. Nous répondons à tout ce qui a été distillé ici par la défense et nous savons que nous convaincrions le tribunal pour que cette requalification soit obtenue afin que les débats continuent», a soutenu Me Amadou DS Bah.

Kaba Kankoula

GOUVERNEMENT BAH OURY

Fana Soumah prend les rênes du ministère de l'Information et de la Communication

Le samedi 16 mars 2024, Fana Soumah, précédemment Directeur général de la RTG, a été officiellement installé dans ses nouvelles fonctions de ministre de l'Information et de la Communication. C'était à la faveur d'une cérémonie de passation présidée par Benoît Kamano, le ministre secrétaire général du gouvernement.

La ministre sortante, Aminata Kaba, a déclaré à cette occasion ce qui suit: «Je commencerais par adresser mes chaleureuses félicitations à Fana Soumah pour son entrée au gouvernement en tant que ministre de l'Information et de la Communication, en lui souhaitant plein succès dans la conduite des affaires de cet important département...»

Elle est ensuite revenue sur les réalisations et les chantiers faits sous son magistère. « Il s'agit entre autres : sur le plan légale et réglementaire : de l'adoption de la loi portant réglementation de la publicité par le CNT; l'élaboration des textes organiques au profit de certaines entités du

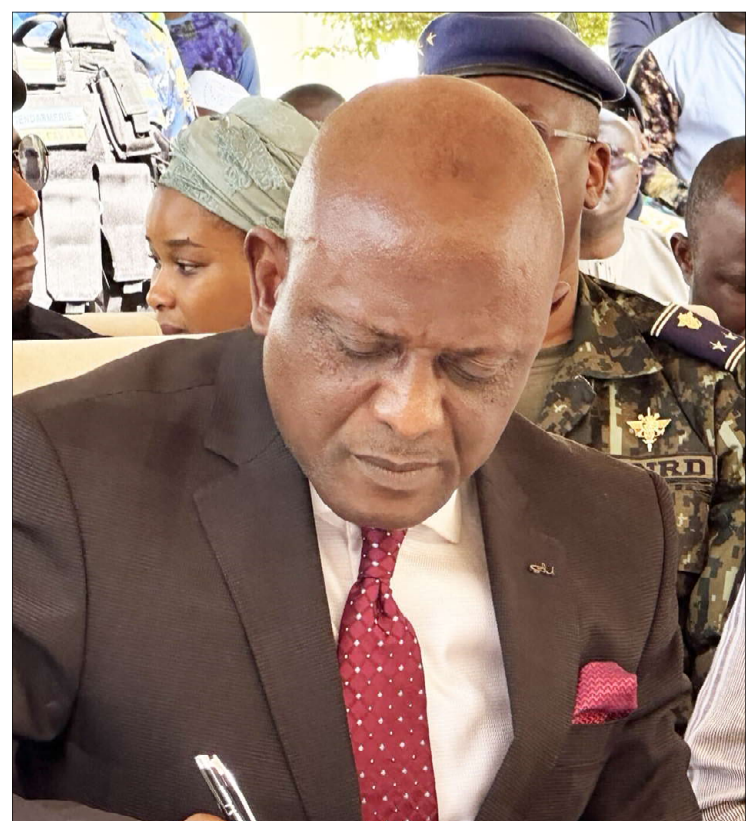
département, à savoir la direction nationale des services de diffusion, la direction nationale de la communication et des relations avec les médias, le BSD, de l'inspection générale, de l'AGP, du Fonds d'appui au développement des médias, du centre de formation et de perfectionnement, des directions régionales de l'information et de la communication», a ajouté la désormais ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Dans son intervention de circonstance,

le nouveau ministre, Fana Soumah, a tenu tout d'abord à remercier le président de la transition et

le Premier ministre pour sa nomination à ce poste stratégique.

«En prenant les rênes de ce département transversal de notre République, je mesure à juste valeur les charges qui m'attendent, que dis-je, qui nous attendent. Car, il faut le dire dès maintenant, c'est ensemble vous et moi que nous allons traduire dans les faits, les grandes et fortes idées refondatrices du président Général Mamadi Doumbouya dans le domaine de l'information et de la communication. La tâche est certes lourde, mais je suis certain qu'ensemble, nous allons relever les défis...Je tiens à préciser ici et maintenant que ma vision du ministère de l'Information et de la Communication est globale et transversale. Pour moi, il n'y a pas et il ne saurait



y avoir de barrière entre les médias de service public et

la presse privée».

Kéfina Diakité

URBANISME ET HABITAT

Ibrahima Kalil Condé passe le témoin à Mory Condé

Le vendredi 15 mars 2024, il s'est organisé au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État, la cérémonie de passation entre le ministre sortant (le général à la retraite Ibrahima Kalil Condé) et le ministre entrant Mory Condé. Une cérémonie présidée par le ministre secrétaire général du gouvernement, Benoît Kamano.

«Le passage du ministère de l'Urbanisme, l'Habitat, de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'Etat, à celui de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation marque un moment important dans mon parcours. Ces 9 derniers mois, j'ai eu la chance de travailler avec une équipe de professionnels dévoués, loyaux et qui ont contribué à apporter des changements positifs dans le secteur de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'Etat. Ensemble nous avons notamment réalisé des réformes importantes dans le cadre de la digitalisation et sécurisation des titres fonciers à Conakry et dans les régions ainsi que la plateforme de traitement des baux, des réformes juridico-institutionnelles, l'élaboration des décrets réglementant les lotissements, la révision de l'arrêté conjoint dans les



redevances domaniales et l'élaboration de la politique urbaine nationale, les documents de planification tel que le schéma directeur du grand Conakry et le schéma national d'aménagement du territoire qui est en cours d'actualisation.

Nous avons également poursuivi la construction des logements sociaux dans le cadre de l'amélioration de la vie des populations

notamment la finalisation de 25 villas sur 30 de la cité ministérielle, le programme présidentiel de construction de logements sociaux et les projets de désenclavement des quartiers sous équipés particulièrement la réalisation des voiries et ouvrages d'assainissement», a déclaré le ministre sortant Ibrahima Kalil Condé.

Quant au ministre entrant, Mory Condé, il a tenu à

remercier le président de la République et son Premier ministre pour le renouvellement de leur confiance en lui.

«C'est avec une humilité et un profond sens de responsabilité que je m'adresse à vous aujourd'hui en qualité de ministre de l'Urbanisme, l'Habitat, de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'Etat, je suis

honoré de cette opportunité qui m'est donnée de servir notre pays et d'oeuvrer dans la continuité pour l'amélioration du cadre de vie de nos populations. Avec l'ensemble de la chaîne de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire, nous allons poursuivre les réformes des programmes et des projets déjà entamées et prendre les mesures idoines pour relever les défis qui subsistent en matière de construction, de logements sociaux, de reconstruction des quartiers précaires, d'aménagement des polices foncières d'assainissement et la vulgarisation des voiries.

Entant que acteurs clés de cette refondation nous allons faire preuve de détermination, d'innovation pour relever les défis qui se posent à nous, adopter des politiques urbaines et des pratiques d'aménagement qui favorisent la qualité de vie des citoyens», a dit le ministre entrant, Mory Condé.

Kèfina Diakité

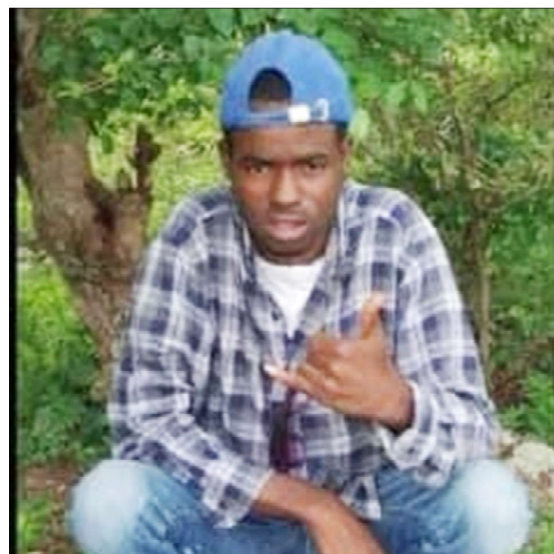
KOUBIA

Les aveux de Daouda, le jeune homme qui a égorgé sa marâtre

Selon le site Mediaguinee, une femme du nom de Fatimatou Diallo, 40 ans, a été égorgée par le fils de sa coépouse dans la nuit du 18 mars, alors qu'elle revenait de la mosquée pour la prière de Nafila. Daouda Bah, le mis en cause a été arrêté par la suite par les citoyens de Darou-Boussoura, un district de la commune rurale de Fafaya, préfecture de Koubia. Il a reconnu les faits.

« Il y a un problème entre ma famille et moi. Entre nous, des forces obscures se sont mêlées pour nous mettre en mal. C'est la raison pour laquelle j'ai eu une altercation avec ma marâtre hier soir,

finalement elle est décédée. (À la question de savoir si c'est lui qui l'a tuée il a répondu: oui c'est moi). C'est hier nuit on s'est rencontrés alors qu'elle revenait de la mosquée pour la prière surrogatoire, c'est dans notre village, j'avais un couteau, c'est ce couteau que j'ai utilisé pour la poignarder, mais je ne sais pas où, puisqu'il faisait obscur, et je n'avais pas de lampe torche avec moi. Si je me couche la nuit, je rêve de ma marâtre, des rêves qui me font peur, elle vient sous différentes formes, parfois elle se transforme en une chatte, des fois des oiseaux, ou une meute de chiens. Je ne dirais pas qu'elle voulait m'ensorceler mais c'est ce à



quoi je rêvais que je vous ai expliqué », affirme Daouda Bah, avant de demander pardon aux citoyens. « Je

demande pardon pour ce qui s'est passé, je ne vais jamais répéter cela. Je ne bois pas d'alcool et je ne fume pas », a-



t-il confié. Des propos rapportés par Mediaguinee.

Mamadou Oury

SORTIE DE BAH OURY SUR RFI

« Le 31 décembre 2024, passé ce délai, on ne reconnaîtra plus les institutions issues du coup d'Etat... » (Déclaration de la CASPCDIG)

Les membres de la Convergence des Acteurs Sociopolitiques du Cadre de Dialogue Inclusif Inter Guinéen réagissent enfin à la sortie du Premier ministre Bah Oury il y a une semaine sur les ondes de RFI. L'actuel chef du gouvernement avait soutenu que l'année 2025 sera bien indiquée pour la tenue de l'élection présidentielle. Des propos qui ont indigné ces acteurs qui l'ont exprimé au siège de la Maison des associations et ONG de Guinée à Yimbaya dans la commune de Matoto à travers une déclaration.

Les membres de la Convergence des Acteurs sociopolitiques du Cadre de Dialogue Inclusif Inter Guinéen n'ont pas caché leur colère vis-à-vis de Bah Oury, qui serait parti pour battre campagne pour un éventuel glissement de la transition. Lors d'un point de presse, ces acteurs ont haussé le ton une semaine après leur mutisme. Ils se sont indignés par rapport à la sortie du chef du gouvernement guinéen chez nos confrères de RFI le 12 mars dernier

« Nous, acteurs regroupés au sein de la Convergence des acteurs sociopolitiques engagés dans le Cadre du dialogue inclusif inter-guinéen, suivons avec inquiétude la surenchère dans les propos de l'actuel Premier ministre Amadou Oury BAH.

Nous déplorons cette



volonté manifeste et unilatérale de Monsieur Amadou Oury de repousser la durée de la transition en violation flagrante du point 2 des 35 Résolutions du Cadre du dialogue inclusif inter-guinéen relatif à la durée de la Transition militaire soit 24 mois, entérinée par le compromis dynamique avec la

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Nous nous insurgons contre ce cynisme politique de la part du nouveau Premier ministre qui claironnait autrefois par médias interposés, sur la gestion opaque de la transition alors qu'il était bien représenté dans tous les organes du Cadre du dialogue inclusif inter-guinéen.

Nous ne cautionnerons pas ce braquage politique en plein jour de nature à engendrer encore plus de soubresauts politiques et sociaux dans le pays « a lu Alpha Bayo, Coordinateur de la MAOG.

Le chronogramme des 24 mois de la transition tel que défini, est non négociable, insistent ces acteurs sociopolitiques.

« Nous réaffirmons que ce délai est bel et bien tenable et qu'aucune

contingence ne saura justifier une telle évolution de la durée de la Transition.

Nous ne sommes nullement surpris de ce revirement politique dans un pays où une certaine élite politique prêche, ne le pratique aucunement comme cette promesse non tenue de 30% de femmes aux postes ministériels.

Nous invitons l'ensemble des acteurs, ayant pris part au Cadre de dialogue inclusif inter-guinéen, à se rassembler et à faire barrage à ce dérapage de trop du nouveau locataire de la Primature.

Nous, acteurs sociopolitiques, membres de la Convergence des acteurs sociopolitiques impliqués dans le Cadre de dialogue inclusif inter-guinéen, réaffirmons notre opposition ferme à tout glissement du chronogramme de la transition préalablement

défini en commun accord avec l'ensemble des acteurs sociopolitiques lors du Cadre de dialogue inter-guinéen inclusif », peut-on lire dans la déclaration.

Pour mettre fin à cette polémique créée, disent-ils par Bah Oury, ces acteurs invitent la junte à mettre les points sur les « i ».

« La convergence demande au CNRD, instance suprême de la transition de bien vouloir recadrer le Premier ministre au risque d'être comptable des conséquences négatives de cette sortie sur RFI », a lancé Alpha Bayo.

En cas de non-respect du chronogramme, la Convergence des Acteurs Sociopolitiques du Cadre de Dialogue Inclusif Inter Guinéen prévient :

« La convergence prend à témoin le Peuple de Guinée, les diplomates accrédités en République de Guinée, les partenaires techniques et financiers que son engagement ne tient qu'à la date du 31 décembre 2024, passé ce délai, la convergence ne reconnaîtra plus les institutions issues du coup d'Etat du 5 septembre 2021 », a-t-elle prévenu.

Ces acteurs n'excluent pas de former un seul bloc avec l'ensemble des forces vives du pays pour faire barrage à tout glissement du chronogramme.

Samuel Demba .D

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Information importante

La Direction de l'Aigle Infos a l'honneur de porter à la connaissance des lecteurs et des annonceurs le changement du jour de parution de leur hebdomadaire préféré, pour des raisons d'ordre technique.

Au lieu de vendredi, ce sera désormais le jeudi.

Nous comptons d'avance sur l'esprit de compréhension de chacun et de tous.

La Direction

CITÉ MINISTÉRIELLE DE DONKA

25 des 30 bâtiments entièrement achevés

Le lundi 18 mars 2024, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya, accompagné des membres de son cabinet et du tout ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du

Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État a visité la cité ministérielle de Donka pour constater de visu l'évolution des travaux.

Sur le terrain, l'on constate que 25 des 30 bâtiments prévus sur le

site sont entièrement achevés et sont prêts à accueillir prochainement les membres du gouvernement.

La Direction de la communication et de l'information de la Présidence de la République

de la République (DCI-PRG) explique que chaque bâtiment de cette Cité porte le nom d'une figure guinéenne, rendant ainsi hommage à ceux qui ont contribué à l'histoire et à la patrie. «Cet adressage, voulu par le Président de la République, symbolise ainsi la reconnaissance envers des personnalités telles que le docteur Bana Sidibé, Hadja Rabiou Serah Diallo, Mbalia Camara, Lansana Beavogui, Saifoulaye Diallo, Hadja Aissatou Mafory Bangoura, Jeanne Martin Cissé, Camara Laye, Sory Kandia Kouyaté, Aboubacar Demba Camara, Telly Diallo, Djibril Tamsir Niane, Elhadj Aboubacar Somparé, N'famara Keita, Yacine Diallo, Damantang Camara, Moussa Sanguiana

Camara, Mamadi Sagno, Lamine Sidimé, Kéléfa Sall, Jeanne Macauley et bien d'autres», fait savoir la DCI.

Pour sa part, le directeur technique de l'entreprise contractante, GUICOPRES, cité par la DCI, a indiqué que chacune des villas occupe entre 800 et 1000 m² et comprend des salons, des chambres à coucher, des salles à manger, des cuisines, des toilettes, une annexe, des parkings et des aires de jeux ainsi que des jardins.

Mais si certains Guinéens applaudissent des deux mains la reconstruction de cette cité ministérielle de Donka, d'autres par contre restent légitimement sur leur faim par rapport au coût des travaux effectués.

Kaba Kankoula

RESPECT DU CHRONOGRAMME DE LA TRANSITION

Le RPG Arc-en-ciel réitère ses exigences

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi 16 mars 2024 au siège national du parti à Gbessia, dans la commune de Matoto, Marc Yombouno, ex-ministre du Commerce et membre du bureau politique national du parti, a exigé des autorités le respect du chronogramme de la transition, la libération des détenus et le retour des exilés.

«Nous attendons de voir ce que le gouvernement va produire dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel. Nous

attendons le gouvernement au pied du mur dans le cadre du respect du chronogramme des 24 mois de l'accord dynamique avec la CEDEAO. Nous n'avons pas de commentaire à faire. Chez nous, c'est le retour à l'ordre constitutionnel, la libération de nos camarades et le retour des exilés. Nous exigeons le respect du chronogramme des 24 mois qui ne restent plus que neuf (9) mois. Tout est possible, il suffit d'avoir la bonne volonté de réunir les acteurs compétents pour analyser sur les dix (10) activités, qu'est-ce



qu'on peut faire pour une élection d'un président civil? Le reste peut se faire après, nous avons vu des transitions de six (6) mois, de huit (8) mois. On ne peut pas dire que cette transition va travailler comme si la Guinée n'a jamais existé avant le 5

septembre 2021. Ce que Sékou Touré n'a pas pu faire, Lansana Conté l'a fait. Ce que Lansana Conté n'a pas pu faire, Capitaine Moussa Dadis Camara l'a fait et ce que lui n'a pas pu faire, Sekouba Konaté l'a fait ainsi de suite jusqu'à

Alpha Condé. Qu'ils fassent ce qu'ils ont à faire et le reste, le président civil qui viendra va l'achever», a déclaré avoir Marc Yombouno à l'AG du RPG Arc-en-ciel, le samedi 16 mars 2024.

Mamadou Oury

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

RDC

Après plusieurs rebondissements, le journaliste Stanis Bujakera sort de prison

En RDC, Stanis Bujakera est finalement sorti de prison mardi 19 mars, tard dans la nuit, après une série de péripéties qui ont tenu en haleine tout Kinshasa. Condamné lundi 18 mars à six mois de prison pour « contrefaçon », « faux en écriture » et « propagation de faux bruits », le journaliste congolais devait être libéré immédiatement pour avoir déjà purgé sa peine. Mais les choses ne sont se sont passées comme prévues. Retour sur une soirée rocambolesque.

« Un désespoir profond suivi d'un grand soulagement. » C'est ainsi que décrit un des collègues du journaliste congolais Stanis Bujakera, qui a été au cœur de cette longue journée de mardi, les sentiments par lesquels ils sont passés.

Tout s'était bien déroulé jusqu'aux environs de 16h00 locale, à Kinshasa. « Nous étions à la prison de Makala où Stanis était déjà engagé dans le processus de libération », explique-t-il en précisant que « l'amende équivalente à 400 dollars américains et les frais de justice de 545 dollars avaient déjà été payés, lorsqu'on nous a dit que le procureur venait de faire appel », ce qui est suspensif de l'exécution de la décision du tribunal.



C'est le choc. Le journaliste est remis dans sa cellule et ses amis, obligés de repartir sans Stanis Bujakera, vers

18h00.

Appel du procureur retiré

Le coup de théâtre final a lieu peu après 22h00. Tout semblait perdu, mais nouveau retournement de situation : le collègue de Stanis reçoit un appel tardif « de l'administration carcérale » qui lui dit de venir récupérer son ami tout de suite à la prison de Makala, raconte-t-il. Motif invoqué : « Le procureur a retiré son appel. »

Que s'est-il passé ? Pourquoi le procureur a décidé de faire marche arrière ? S'est-il rendu de nuit au greffe pour retirer son appel ? Pour le moment, beaucoup de questions restent sans réponses, même si certains commencent à invoquer des pressions politiques.

À la présidence congolaise, l'on se refuse de faire le moindre commentaire même si l'on se dit « satisfait de cet épilogue, car cette affaire avait trop duré ». Les deux parties ont dix jours pour faire appel.

Stanis Bujakera, le correspondant de Jeune Afrique et Reuters à Kinshasa, qui travaille aussi pour le média congolais actualité.cd, avait été arrêté le 8 septembre dernier suite à un article dans Jeune Afrique, non-signé, mettant en cause les renseignements militaires dans la mort d'un opposant, Chérubin Okende. Il a déjà purgé une peine de six mois en prison.

RFI

SAHEL

Le Mali fait face à un afflux massif de réfugiés burkinabè depuis décembre

Plus de 40 000 Burkinabè sont arrivés au Mali depuis décembre dernier, d'autres continuent d'arriver chaque jour par centaines, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ces familles fuient le Burkina Faso, au rythme des violences qui endeuillent le pays, et un pic important a été constaté depuis le début de mars 2024. Mais les réfugiés burkinabè arrivent dans un Mali lui-même en proie à l'insécurité et qui peine à répondre à tous les besoins de ces nouveaux arrivants.

Beaucoup de réfugiés burkinabè se sont retrouvés à Sévaré, dans le centre du Mali, région qui fait pourtant l'objet d'attaques également. Ici, un village à l'extérieur de Sévaré, le 28 février 2020.

Beaucoup de réfugiés burkinabè se sont retrouvés à Sévaré, dans le centre du Mali, région qui fait pourtant l'objet d'attaques également.

Majoritairement des femmes et des enfants, ces réfugiés rejoignent Koro – de l'autre côté de la frontière et où plus de 25 000 réfugiés ont déjà été enregistrés –, mais également Mopti, Bandiagara, San ou d'autres localités du centre du Mali. Certains fuient les attaques terroristes, d'autres

les opérations de l'armée burkinabè et de ses supplétifs des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), formés par des villageois recrutés par l'armée pour contribuer à la lutte antiterroriste.

Accueillis dans les familles

Le représentant du HCR au Mali, Mohamed Askia Touré, alerte sur les conditions d'accueil des 40 000 réfugiés burkinabè arrivés depuis trois mois.

« C'est énorme ! 40 000 personnes, c'est l'équivalent d'une ville moyenne », commence-t-il par poser, avant de détailler : « Ils sont d'abord accueillis dans les populations hôtes, dans les familles. Il faut signaler leur grande générosité, leur grand cœur,

parce que souvent les autorités ne sont pas à même de pouvoir répondre aux besoins de ces populations qui viennent de manière assez massive. La communauté humanitaire est malheureusement très peu présente du fait de l'insécurité, et nous n'avons pas de camp [de réfugiés, ndr] établi. Les besoins sont immenses, incommensurables. D'abord en besoins matériels : ces réfugiés ont besoin d'eau, d'abri, de soins et de nourriture. »

« On nous a donné des nattes, des sceaux, mais pas de nourriture »

Ces réfugiés burkinabè viennent principalement des provinces du Soum, du Yatenga et de la Léraba, frontalières avec le Mali.

Moussa Dicko (le nom a été modifié pour questions de sécurité) est originaire du village de Bouro, près de Djibo, où un massacre a été commis en décembre dernier. Était-ce par un groupe terroriste ou bien par des militaires, en opération dans le secteur à cette période ? Aucune revendication, ni aucune preuve définitive n'est venue étayer l'identité des assaillants.

Après s'être enfui, Moussa Dicko a fini par gagner le Mali et la ville de Sévaré en février :

« Dans notre village, des gens sont venus pour tuer, se remémore-t-il. Il y avait des motos, des voitures, ils étaient armés, mais on ne sait pas qui ils étaient. Ils ont tué beaucoup d'hommes, des femmes, des

enfants... ils ont tué les gens. Dans ma famille, tout le monde ne s'en est pas sorti. Ma mère, une de mes sœurs et l'un de mes frères ont survécu. Les autres, ils les ont tués. Rien que dans ma famille, ils ont tué 25 personnes. Alors, nous avons fui, nous ne pouvions pas rester. Nous sommes passés par Douna, au Burkina, puis par Koro au Mali, et maintenant, nous sommes à Sévaré, où nous avons retrouvé de la famille. Mais nous avons besoin de nourriture et d'un logement. Depuis notre arrivée, nous avons rempli des papiers, on nous a donné des nattes, des sceaux, mais pas de nourriture. »

RFI